

L'Iran ou la permanence de la confrontation

David Bensoussan

L'auteur est professeur de sciences à l'Université du Québec

L'Iran, entre dissuasion nucléaire et fragilité intérieure

Lorsque Barack Obama a validé en 2015 l'accord nucléaire avec l'Iran, l'objectif affiché était de refermer un cycle de confrontation et d'ouvrir la voie à une normalisation progressive. La levée des sanctions et le déblocage de dizaines de milliards de dollars devaient encourager Téhéran à infléchir sa posture stratégique. Pourtant, au même moment, les manifestations officielles continuaient de résonner du slogan « Mort à l'Amérique ».

Ce décalage n'a rien d'anecdotique. Il illustre la nature même du régime : une puissance qui conjugue pragmatisme tactique et rigidité idéologique. L'hostilité envers les États-Unis et Israël n'est pas seulement un outil de mobilisation interne, mais un élément structurant de sa vision du monde. Depuis plus de quarante ans, la République islamique a fait de cette confrontation un vecteur de légitimité politique.

Le nucléaire comme instrument de puissance

L'enjeu nucléaire doit être compris dans cette perspective. Au-delà de la possession éventuelle de l'arme, la capacité d'atteindre le seuil technologique constitue pour l'Iran un levier stratégique majeur. Elle renforce sa dissuasion, accroît son poids diplomatique et lui permet de négocier à partir d'une position de force.

L'ultimatum de dix jours lancé le 19 février par Donald Trump et les déclarations d'officiels américains sur les progrès du programme iranien traduisent la crainte d'un basculement : celui d'un Iran capable, à tout moment, de transformer son savoir-faire en capacité militaire. Dans ce jeu, chaque cycle de négociation devient une phase de temporisation, et chaque concession un élément potentiellement réversible.

La question n'est donc pas seulement de savoir si l'Iran veut la bombe, mais s'il veut conserver l'option de l'obtenir. Or cette ambiguïté stratégique suffit déjà à modifier l'équilibre régional.

Une confrontation aux répercussions globales

La montée des tensions militaires dans la région, marquée par des déploiements américains et une coordination étroite avec le gouvernement israélien, a culminé en une attaque préventive contre l'Iran le 28 février. Dans le même temps, l'implication croissante de Chine souligne la dimension globale du dossier. Pékin voit dans l'Iran à la fois un partenaire énergétique, un maillon des nouvelles routes commerciales et un contrepoids à l'influence américaine. Le Moyen-Orient devient ainsi un espace où s'entrecroisent rivalités régionales et compétition entre grandes puissances.

Cette situation fait peser un risque systémique : toute escalade majeure, notamment contre les infrastructures énergétiques du Golfe, aurait des répercussions immédiates sur l'économie mondiale. La crise iranienne n'est plus un dossier régional ; elle est devenue un facteur d'incertitude globale.

La stratégie d'influence régionale

Depuis deux décennies, Téhéran a patiemment construit une profondeur stratégique en s'appuyant sur des alliés et des milices du Croissant fertile au Yémen. Cette architecture lui a permis d'exercer une pression constante sur Israël et sur ses adversaires régionaux sans recourir directement à une confrontation frontale.

Mais cette stratégie a eu un coût. En consolidant des acteurs armés dans des États déjà fragiles, l'Iran a contribué à l'érosion institutionnelle et économique d'une partie du Moyen-Orient. Le paradoxe est que cette influence accrue s'accompagne d'un environnement régional de plus en plus instable, où chaque crise locale peut rapidement prendre une dimension internationale.

Une puissance extérieure, une fragilité intérieure

Si la République islamique apparaît relativement solide sur le plan militaire, sa vulnérabilité principale reste interne. Les cycles de protestation, malgré une répression sévère menée par le Corps des Gardiens de la révolution islamique et les milices Bassidj, témoignent d'un mécontentement grave.

La société iranienne est jeune, éduquée, connectée au monde, et de plus en plus éloignée du projet idéologique porté par le régime. Cette tension crée un contraste saisissant : un État capable de projeter sa puissance au-delà de ses frontières, mais contraint d'investir des ressources considérables pour maintenir le contrôle à l'intérieur.

Les régimes révolutionnaires savent durer, mais rarement sans se fissurer. En Iran, l'inconnue centrale n'est plus tant le changement que la possibilité qu'il prenne la forme d'une rupture – voire d'un renversement – et la vitesse à laquelle cette dynamique pourrait s'imposer.

Le dilemme occidental

Face à l'Iran, les puissances occidentales oscillent entre deux approches : la pression maximale et l'engagement diplomatique. La première vise à affaiblir le régime et à limiter ses capacités ; la seconde espère influencer son comportement à long terme. Aucune n'a, jusqu'à présent, produit de transformation décisive.

Ce dilemme tient à une réalité simple : l'Iran n'est ni un acteur rationnel classique, ni une puissance irrationnelle. Il agit selon une logique stratégique cohérente, mais fondée sur des objectifs idéologiques de l'exportation de sa révolution islamique qui compliquent tout compromis durable. Toute politique à son égard doit donc composer avec cette dualité.

Or, le traumatisme du 11 septembre 2001, transposé à l'échelle nucléaire, structure encore les réflexions sécuritaires occidentales.

Une issue qui ne peut venir que de l'intérieur

À court terme, la logique de confrontation semble devoir se poursuivre. Ni les sanctions, ni les frappes ciblées, ni les cycles de négociation ne paraissent en mesure, à eux seuls, de modifier la trajectoire du régime.

À plus long terme, la véritable variable décisive reste interne. Une évolution des équilibres entre la société, l'élite politique et l'appareil sécuritaire pourrait ouvrir la voie à une transformation progressive. Sans cela, le Moyen-Orient restera pris dans une dynamique d'instabilité chronique où chaque crise comporte un potentiel d'escalade.

La question iranienne n'est donc pas seulement celle d'un programme nucléaire ou d'une rivalité régionale. Elle renvoie à un enjeu plus large : la coexistence entre un régime révolutionnaire et un ordre international qu'il abhorre. Tant que cette tension fondamentale perdurera, toute accalmie restera fragile – et toute négociation, provisoire.